

Ce livre est le fruit d'une conférence simultanée de Monique Canto-Sperber et de Nicolas Tenzer devant le Collège de Philosophie. Le lecteur sera sans doute surpris du titre, qui peut paraître, par les *temps-qui-courent*, incongru. « D'ailleurs, à quoi bon "sauver" le libéralisme, s'exclameraient certains, puisque nous sommes en plein dedans et qu'il ne semble pas si mal se porter ! ». Critique évidemment trop simpliste, et qui tombe dès les premières pages, tant sont d'emblée convaincantes les qualités de pédagogie des auteurs, leur bonheur d'écriture (on est loin ici de la vulgate médiatico-politique) et bien sûr leur courage — notamment dans l'expression de leur adhésion à la pensée libérale.

Le propos central de nos auteurs réside dans l'affirmation (étayée) d'un certain nombre de convictions : celle que le libéralisme « confère un sens réel à la volonté d'émancipation et d'autonomie des êtres humains » ; que l'antilibéralisme est devenu le dénominateur commun des forces que l'on qualifiait autrefois de « progressistes », comme si la chute du bloc soviétique et la démonstration de la faillite du communisme avaient fédéré autour de ce nouveau combat ses anciens partisans ; que désigner le libéralisme comme responsable des désordres économiques constitue une erreur d'optique (ils montrent ainsi que le désordre mondial provient moins de l'idée libérale que d'un déséquilibre du capitalisme vers une forme que Monique Canto-Sperber qualifie de « prédatrice... ») ; que le libéralisme possède, de manière consubstantielle, les outils de sa propre régulation, car il fait de la valeur « liberté » le point cardinal de l'existence humaine ; que le principe de liberté entraîne *ipso facto* l'émergence d'une société pluraliste, non seulement dans le champ politique mais aussi dans le jeu des « intérêts » et des « opinions »... « et une conflictualité irréductible dans la vie sociale ».

La plasticité de la pensée libérale.

L'autre grande innovation du libéralisme, soulignent Monique Canto-Sperber et Nicolas Tenzer, réside dans la notion d'échange, non seulement des biens mais aussi des idées. Les auteurs se livrent à une réhabilitation de l'acte d'échange comme baromètre qui permet « de faire l'épreuve de ce que valent les choses, de débusquer les impostures relatives aux valeurs, d'apprécier l'utilité de chaque produit et le besoin réel qui y correspond ». La fonction de l'échange est la garantie d'une société libre. Parce que la société libre telle qu'induite dans le libéralisme doit en permanence se réguler, l'état social doit s'améliorer. S'éloignant du laisser-faire, la véritable pensée libérale doit « préserver pour chacun des conditions d'un véritable agir... ce qui implique d'influer sur la réalité sociale... », notamment pour renforcer l'autonomie de la personne.

S'inscrivant en opposition avec les tenants d'un libéralisme dogmatique, Monique Canto-

Sperber met en évidence les différentes « inflexions socialisantes » du libéralisme. Elles ont porté à la fois sur la notion même de liberté, sur l'exercice du droit de propriété, puis sur le concept de société civile. Ces inflexions montrent simultanément la « plasticité » de la pensée libérale. Tout en reconnaissant — pour le déplorer —, qu'il puisse exister des formes de libéralisme non démocratiques, non sociales et non régulatrices, Monique Canto-Sperber s'affiche en faveur d'un « libéralisme des règles et des valeurs », qui considère que « le contenu concret du programme libéral doit recevoir sa substance des luttes menées au nom de l'exigence de démocratie et d'une autonomie accrue des personnes ». Les conférenciers, chacun à leur manière, dénoncent la « passion antilibérale » française et montrent comment le « libéralisme des règles et des valeurs » est non seulement un rempart efficace contre les deux déséquilibres majeurs que constituent l'extrémisme et la dépolitisation, mais constitue une pensée source de revitalisation de la société, loin de la « torpeur des estomacs ».

Ce rejet de la pensée libérale a diverses origines. Il peut provenir « d'un désamour de la liberté ou au mieux du consentement à une liberté sans risque ». De manière forte, Nicolas Tenzer risque l'hypothèse d'une « complexion française singulière qui pense la politique comme apportée d'en haut et se satisfait (apparemment) d'un théâtre d'ombres ». Terrible diagnostic et pourtant si souvent vérifié ! Plaidant pour une réaffectation des missions de l'État dans une démocratie décentralisée et pour une « pédagogie de la décision publique », ils préconisent un « libéralisme normatif d'inspiration sociale » d'autant plus nécessaire que l'activité économique est enchâssée dans la société.

Décentralisation et libéralisme.

Plus particulièrement développée par Nicolas Tenzer est la thèse qui place « le libéralisme comme la seule doctrine aujourd'hui susceptible de réaliser les promesses et les espoirs d'une plus grande égalité ». En appui à son propos, le fait que les critiques par principe du libéralisme se révéleraient « dangereuses en termes politiques, imbéciles en termes économiques, et inconséquentes en termes sociaux ». Parmi les idées mises en avant lors de la conférence, Nicolas Tenzer fixe le principe de l'unité du libéralisme dans ses applications politiques, socioculturelles et économiques. Cette unité ne signifie pas pour autant uniformité au sein même de la pensée libérale. Il existerait plusieurs modes d'application entre la critique « absolutiste de l'État, du politique et du collectif » d'une part, et une approche qui, paradoxalement, développerait une dérive autoritaire. On assisterait à une sorte « d'ordo-libéralisme ». Une autre conviction exprimée par Nicolas Tenzer qualifie le libéralisme de « doctrine moderne par excellence, liée à la modernité, à une modernité qui est passée par l'épreuve de la post-modernité... ». Conséquence : le libéralisme porte les contradictions, les imperfections et les difficultés de son temps.

L'ouvrage est décapant. Les auteurs, on l'a dit, « aiment » le libéralisme et sa conception de la personne humaine, toujours en recherche d'émancipation. Le lecteur découvrira la « pépite » du livre lorsqu'il est dit que le projet libéral, non seulement, favorise le pluralisme, l'échange et l'autocritique mais « recommande la distance à l'égard des passions » (Monique Canto-Sperber) — comme s'il s'agissait de mieux souligner que le propre d'une société libérale pourrait bien être l'inverse du *chacun-pour-soi et du laisser aller* et comportait une sorte d'éducation (au sens de l'exigence) de chaque personne dans la société.

Monique Canto-Sperber et Nicolas Tenzer, *Faut-il sauver le libéralisme ?*, Paris, Grasset, 2006.